



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
Etablissement support du GHT NORMANDIE CENTRE
CS 30001
14033 CAEN Cedex 9

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES**
n° GHT2025117 du 18/08/2025

Etabli en application de l'article R2132-1 du Code de la commande publique

Objet :

***Prestations de services d'assurance
pour les établissements du GHT Normandie Centre***

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
1. PARTIES CONTRACTANTES	4
1.1 ACHETEUR	4
1.2 TITULAIRE	5
1.3 CO-ASSURANCE	5
2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....	5
2.1 OBJET.....	5
2.2 FORME.....	5
2.3 DECOMPOSITION EN LOTS	5
3. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT	6
4. DURÉE DU MARCHÉ.....	6
5. CONDITIONS ET DELAIS D'EXECUTION	7
5.1 OBLIGATIONS DE L'ETABLISSEMENT BENEFICIAIRE	7
5.2 OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	7
5.3 MODIFICATIONS DES RISQUES EN COURS D'EXERCICE.....	7
5.4 STATISTIQUES SINISTRES	7
5.5 DECLARATIONS ET GESTION DES SINISTRES	7
5.5 DOMICILIATION DE L'ASSUREUR	7
5.6 MODALITES DE GESTION DES SINISTRES.....	8
6. PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION	8
6.1 FORME DES PRIX	8
6.2 PRIX DE REGLEMENT.....	8
6.3 CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	8
7. MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES.....	8
7.1 COTISATION ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS.....	8
7.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	8
7.3 MODE DE REGLEMENT.....	9
7.4 COMPTABLE ASSIGNATAIRE	10
7.5 CONDITIONS CHANGEMENT DE TAXES	10
7.6 CONDITIONS SPECIFIQUES S'AGISSANT DES CO-TRAITANTS	10
8. AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE	10
8.1 AVANCE	10
8.2 RETENUE DE GARANTIE.....	10
9. PENALITES	10
9.2 PENALITES POUR NON-RESPECT DE L'OBLIGATION DE REALISER UNE REUNION DE LANCEMENT	10
9.3 PENALITES POUR NON-RESPECT DE L'OBLIGATION DE RENCONTRE ANNUELLE	11
9.4 PENALITES POUR NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS PREVUS AU MARCHÉ.....	11
10. DISPOSITIONS DIVERSES	11
12.1 EVOLUTION REGLEMENTAIRE	11
12.2 MODIFICATION DU MARCHÉ.....	12
11. RÉSILIATION	12
11.1 CAS DE RESILIATION.....	12
11.2 INDEMNITE DE RESILIATION	13
12. RECOURS AU MARCHÉ SIMILAIRE.....	13
13. RÈGLEMENT DES LITIGES	13
14. IMPREVISION ET CIRCONSTANCES IMPREVUES.....	13

14.1	MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXECUTION.....	13
14.2	INDEMNISATION AU TITRE DE L'IMPREVISION POUVANT PRENDRE LA FORME D'UNE MODIFICATION TEMPORAIRE DE PRIX.....	14
15.	VERIFICATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIE	14
16.	DÉROGATIONS AU CCAG / FCS	14

PREAMBULE

En application :

- ✓ de la loi n° 2016 - 41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé (article 107),
- ✓ du décret n° 2016 - 524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT),
- ✓ du décret n° 2017 - 701 du 02 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique, au sein des GHT,

a été créée par la convention constitutive signée le 1^{er} juillet 2016, le GHT NORMANDIE CENTRE.

Le Centre Hospitalier Universitaire CAEN NORMANDIE (CHU de CAEN) a été désigné établissement support pour assurer « la fonction achats » pour le compte des neuf établissements parties au GHT.

Cette convention confie au CHU de CAEN NORMANDIE la fonction d'assurer pour le compte de l'ensemble des membres la passation du marché ainsi que la conclusion de ses éventuels avenants.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution, à l'exception des reconductions et éventuelle résiliation, relèvent de chaque établissement partie au GHT dont la liste et les coordonnées des interlocuteurs sont jointes en annexe 1.

L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des contrats, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

1. PARTIES CONTRACTANTES

1.1 Acheteur

Dans le cadre de la passation des marchés, le CHU de CAEN, établissement support du GHT NORMANDIE CENTRE est représenté par le directeur de l'établissement.

Dans le cadre de l'exécution des marchés, le représentant de chaque établissement partie est l'interlocuteur du titulaire.

CH ARGENTAN	Centre Hospitalier Fernand Leger 47 rue Aristide Briand CS 50209 61203 ARGENTAN Cedex
CH AUNAY-BAYEUX	Centre Hospitalier Aunay- Bayeux 13 rue de Nesmond BP 18127 14401 BAYEUX Cedex
CHU CAEN NORMANDIE	Centre Hospitalier Universitaire Caen Normandie Avenue Côte de Nacre 14000 CAEN
CH COTE FLEURIE	Centre Hospitalier Côte Fleurie BP 30009 14601 HONFLEUR Cedex
EPSM de CAEN	Etablissement Public de Santé Mentale 15ter rue Saint-Ouen CS 45373 14053 CAEN Cedex 4
CH FALAISE	Centre Hospitalier de Falaise Bd des Bercagnes 14700 FALAISE

CH LISIEUX	Centre Hospitalier Robert BISSON 4 rue Roger Aini BP 97223 14107 LISIEUX Cedex
CH PONT L'EVEQUE	Centre Hospitalier de Pont L'Evêque 23 avenue du Rambault 14130 PONT L'EVEQUE
CH VIMOUTIERS	Centre Hospitalier de Vimoutiers 2 rue du Docteur Marescot 61120 VIMOUTIERS

1.2 Titulaire

Le prestataire ou son mandataire dont l'offre a été retenue est désigné par le terme « titulaire ».

1.3 Co-assurance

L'apérateur désigné à l'acte d'engagement représente, le cas échéant, l'ensemble des coassureurs prestataires et membres du groupement, vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur et de l'établissement partie.

La coassurance s'exercera dans les conditions prévues par le Code des assurances.

En cas de groupement conjoint, celui-ci n'engage chacun de ses participants qu'à la hauteur de sa participation en coassurance.

Si en cours d'exécution du marché, un des membres du groupement se retire de la coassurance, le CHU de Caen peut accepter, par avenant, le remplacement du coassureur partant par un autre membre du groupement, sous réserve que les conditions d'exécution du marché restent strictement inchangées. Il peut également faire le choix de poursuivre son exécution en coassurance incomplète ou résilier le marché.

2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ

2.1 Objet

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent les **prestations de services d'assurance (responsabilité civile hospitalière, atteinte à l'environnement, RIPH et protection juridique)** et définissent les modalités juridiques en vertu desquelles les prestations sont réalisées.

La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.2 Forme

Le marché est passé, conformément aux dispositions du Code de la commande publique, et par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG / FCS), issu de l'arrêté du 30 mars 2021 publié Journal Officiel du 1^{er} avril 2021.

- ☒ Appel d'offres ouvert (article L2124-2 du Code de la commande publique)
- ☐ Appel d'offres restreint (article L2124-2 du Code de la commande publique)
- ☐ Procédure avec négociation (article L2124-3 du Code de la commande publique)
- ☐ Dialogue compétitif (article L2124-4 du Code de la commande publique)

2.3 Décomposition en lots

La prestation est divisée en 12 lots selon la répartition ci-dessous :

N° lot	Désignation	CPV
1	Assurance responsabilité civile pour le CHU Caen Normandie	66516000-0
2	Assurance responsabilité civile pour le CH d'Argentan	66516000-0
3	Assurance responsabilité civile pour le CH d'Aunay Bayeux	66516000-0
4	Assurance responsabilité civile pour le CH de la Côte Fleurie	66516000-0
5	Assurance responsabilité civile pour le CH de Falaise	66516000-0
6	Assurance responsabilité civile pour le CH de Lisieux	66516000-0
7	Assurance responsabilité civile pour le CH de Pont l'Evêque	66516000-0
8	Assurance responsabilité civile pour le CH de Vimoutiers	66516000-0
9	Assurance responsabilité civile pour l'EPSM	66516000-0
10	Assurance Atteintes à l'environnement pour le CHU Caen Normandie	66516000-0
11	Assurance responsabilité RIPH pour le CHU Caen Normandie	66516000-0
12	Assurance protection juridique pour 8 établissements du GHT Normandie Centre (<i>hors CH Côte Fleurie</i>)	66513100-0

3. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG / FCS, les marchés sont constitués des pièces contractuelles désignées ci-après, les premières énumérées prévalant sur les suivantes en cas de contradiction :

- 1) L'acte d'engagement daté et signé
- 2) Les annexes qui y sont mentionnées
- 3) Le présent CCAP et son annexe
- 4) Le CCTP et ses annexes
- 5) Les conditions particulières, conventions spéciales et conditions générales remis par l'assureur dans son offre, en tant qu'elles complètent sans remettre en cause le présent marché
- 6) Le CCAG / FCS

Il est rappelé que le fait d'avoir répondu à la consultation implique l'acceptation sans aucune réserve du présent CCAP.

L'original du marché est conservé dans les archives du CHU de CAEN et fait seul foi.

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, notamment les conditions générales de ventes, et contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliquent pas au présent marché, sauf acceptation expresse du pouvoir adjudicateur.

4. DURÉE DU MARCHÉ

Les marchés prennent effet à leur notification. La durée d'exécution est de **60 mois** à compter du **1^{er} janvier 2026**.

La notification consiste en une remise au titulaire de la copie de l'acte d'engagement signé par le directeur général du CHU de CAEN. Cette transmission s'effectuera via le profil acheteur du CHU de CAEN.

La date de notification est la date de l'accusé de réception de cet envoi.

Le titulaire doit impérativement transmettre une adresse électronique valide pendant toute la durée du contrat et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir la cellule marchés du CHU de CAEN dans les plus brefs délais.

Les parties disposent de la faculté de résilier le contrat à la date anniversaire, sous réserve de respecter un préavis de quatre (4) mois. Dans cette hypothèse, aucune indemnité n'est due.

5. CONDITIONS ET DELAIS D'EXECUTION

5.1 Obligations de l'établissement bénéficiaire

Pour permettre au titulaire d'établir sa tarification, le CH bénéficiaire devra lui faire parvenir tout document qu'il demandera, en complément des informations jointes au cahier des clauses techniques particulières, notamment dans le cadre des régularisations annuelles des contrats portant modifications des risques à la souscription du contrat.

5.2 Obligations du titulaire

Après réception des documents qu'il aura sollicités, le titulaire devra émettre le contrat d'assurance ou l'avenant portant modifications, et la prime correspondante sera calculée sur la base des taux et des prix fermes retenus dans le cadre du marché.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché d'assurance, les données à caractère personnel seront traitées par l'Assureur. En tant que responsable de traitement, l'Assureur s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

5.3 Modifications des risques en cours d'exercice

Dans la limite des activités définies aux CCP, le CH bénéficiaire procédera à des régularisations annuelles, dans un délai de deux (2) mois maximum après la date d'échéance principale.

5.4 Statistiques sinistres

Le titulaire adresse au minimum une fois par an, des statistiques sinistres détaillées indiquant la date et le n° de sinistre, l'évaluation globale du dossier, les règlements et les provisions, le coût des franchises par dossier.

Les statistiques sinistres fournies devront faire état des dossiers clos.

Le cas échéant, conformément à sa réponse technique, le titulaire prévoit une présentation des résultats du contrat et les points marquants concernant la prévention des risques et les services associés.

Il met en œuvre le cas échéant, des modalités d'accompagnement dans la prévention et la maîtrise de la sinistralité ainsi qu'une procédure pour réaliser une évaluation des actions entreprises par l'établissement.

L'offre indique les conséquences éventuelles tirées des actions engagées par le CH bénéficiaire pour réduire ou maîtriser leur sinistralité.

5.5 Déclarations et gestion des sinistres

Le titulaire adressera dans le délai mentionné à l'appui de son offre suivant la déclaration de sinistre remise par l'établissement, un accusé réception de cette déclaration comportant le n° du dossier, le nom et adresse du site concerné par le sinistre, l'évaluation d'ouverture du dossier et éventuellement les demandes de renseignements complémentaires ou les coordonnées du ou des experts désignés.

Le titulaire exercera la gestion des recours amiables pour les montants compris dans la franchise et assistera le CH bénéficiaire pour les événements exclus ou insuffisamment garantis.

5.5 Domiciliation de l'assureur

L'assuré est déchargé de toutes ses obligations déclaratives à l'assureur lui-même dérivant de l'exécution du présent marché (envoi de l'acte d'engagement, déclarations de sinistres, demandes d'augmentation de garanties, avenants au marché etc...), lorsque celles-ci sont effectuées à l'adresse du mandataire (agent ou courtier) éventuellement indiquée à l'acte d'engagement.

De même, le paiement des cotisations fait au mandataire (agent ou courtier) mentionné à l'acte d'engagement est totalement libératoire vis-à-vis de l'assureur qui l'accepte sans réserve.

Nonobstant la présente clause, les déclarations ou autres formalités exercées directement auprès du siège social de l'assureur ou de sa délégation régionale conservent toute leur validité.

5.6 Modalités de gestion des sinistres

Les modalités de gestion des sinistres sont celles que le titulaire a définies dans son offre, dans le respect du cahier des charges.

6. PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION

Les prix comprennent toutes les dépenses, taxes fiscales, charges et aléas relatifs à la bonne exécution des prestations, à quelque titre que ce soit, y compris toutes les sujétions particulières découlant de la nature des produits, des lieux, des circonstances locales et des conditions imposées par l'ensemble des pièces contractuelles. Ils figurent sur le bordereau de remise des prix ou sur tout autre document relatif à l'offre.

6.1 Forme des prix

Les marchés sont traités à **prix global et forfaitaire annuel**, tel que mentionné à l'acte d'engagement.

Les cotisations sont calculées en fonction de taux ou de prix unitaires applicables à une assiette variable définie pour chaque marché au CCP correspondant.

Le taux de prime HT est fixé à la souscription du contrat.

S'agissant des lots 1 à 9, les cotisations sont calculées en fonction du taux HT sur le budget de fonctionnement de l'établissement concerné applicable à une assiette variable définie aux CCP auquel s'ajoutent les frais et taxes en vigueur ainsi que le cas échéant les primes calculées de manière forfaitaire.

Le cas échéant, des bonus peuvent être accordés au regard de la sinistralité. Aussi, une régularisation pourra intervenir à la fin de la période.

6.2 Prix de règlement

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire s'engage à appliquer immédiatement et systématiquement ses évolutions tarifaires si elles sont plus favorables à l'établissement hospitalier.

Par ailleurs, le titulaire du marché pourra, à son initiative, appliquer à l'établissement bénéficiaire, une augmentation inférieure à celle devant s'appliquer au regard des clauses du contrat.

Mois d'établissement des prix :

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois où se situe la date limite de remise des offres et compte tenu des taxes en vigueur à la même époque (Mo).

Les dispositions relatives à l'évolution des prix sont fixées au CCP.

6.3 Clause de sauvegarde

Au cas où le nouveau prix, tel que calculé selon les dispositions prévues, serait supérieur à 10 % du dernier prix, le CHU de CAEN sur demande de l'établissement bénéficiaire se réserve la possibilité de résilier sans indemnité, la partie du marché non encore exécutée, sans mise en demeure préalable.

Pour tenir compte des délais d'organisation d'une nouvelle consultation, la résiliation n'interviendra que 4 mois après l'application de l'ajustement du prix, avec application d'une hausse plafonnée à 10 % pour les seuls besoins correspondant à la période considérée.

7. MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES

7.1 Cotisation et paiements partiels définitifs

L'appel à cotisation annuelle ne constitue pas un règlement définitif : leur bénéficiaire en est débiteur jusqu'au règlement définitif du marché.

7.2 Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué par virement administratif en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG / FCS.

Conformément l'article L2192-1 du code de la commande publique, le titulaire fait parvenir les factures afférentes au marché **obligatoirement** par voie dématérialisée selon les modalités décrites ci-dessous.

Le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée **CHORUS PRO** (CPP2017) <https://chorus-pro.gouv.fr>. Pour ce faire les demandes de paiement dématérialisé devront obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes (Cf annexe I) :

- Le numéro de SIRET identifiant l'établissement bénéficiaire
- Le code service permettant de distinguer le service destinataire
- Le numéro d'engagement communiqué par l'établissement sur demande

Aucun envoi papier ne doit être réalisé.

Par dérogation à l'article 11 du CCAG / FCS, en début de chaque période du marché, le titulaire émet une facture de la cotisation terme à échoir.

Afin d'obtenir la référence annuelle d'engagement comptable à renseigner sur chorus pour le paiement de chaque prime, le titulaire adresse au gestionnaire du marché un décompte précisant les modalités de calcul et de révision de la prime, telles que prévues au CCTP. Après vérification, l'établissement hospitalier communique la référence d'engagement comptable chorus pour le dépôt de la prime.

Les factures afférentes au marché portent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ◆ la date d'émission de la facture et un numéro de facturation
- ◆ le nom, n° SIRET et adresse du créancier,
- ◆ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- ◆ le numéro et la date du marché,
- ◆ la prestation exécutée,
- ◆ la date de livraison / ou d'exécution,
- ◆ le montant hors taxe de la prestation exécutée,
- ◆ le taux et le montant de la T.V.A.,
- ◆ le montant total des prestations exécutées,

ATTENTION : Les factures papiers ne seront plus acceptées, ces factures devront nécessairement et exclusivement faire l'objet d'une transmission via Chorus Pro afin d'être payées par l'établissement.

Les demandes de paiement sont adressées directement à chaque établissement bénéficiaire **à l'issue des opérations de vérification**.

Lorsque le titulaire est groupé conjointement avec un tiers mandataire pour l'établissement de la facturation, la facture établie au nom du mandataire mentionne en en-tête le nom du mandant avec une formule « *facture établie au nom et pour le compte du* ».

Le non-respect de ces dispositions entraînera l'obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

En fin de période du marché :

- Si le montant de la prime définitive est supérieur au montant de prime provisionnelle (appel à cotisation), le solde sera réglé sur présentation à l'établissement hospitalier bénéficiaire de prime de régularisation portant notamment détail du calcul du montant de la prime définitive.
- Si le montant de la prime définitive est inférieur au montant de prime provisionnelle (appel à cotisation), le trop-perçu fera l'objet d'un ordre de reversement sur présentation à l'établissement hospitalier bénéficiaire d'un état portant notamment détail du calcul du montant de la prime définitive.

7.3 Mode de règlement

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à **50 jours** à compter de la date de réception de la facture ou de la date de notification de l'acte emportant commencement d'exécution des prestations s'agissant de l'avance. Le dépassement ouvre de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le délai global de paiement sera automatiquement **suspendu** :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement à un établissement autre que l'établissement bénéficiaire,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

En cas de retard de paiement, seules les dispositions prévues à l'article L.113-3 du Code des assurances (d'ordre public) s'appliqueront.

7.4 Comptable assignataire

Madame la Trésorière Principale	145 rue de la Délivrande 14000 Caen	02 31 47 11 11	t014014@dgfip.finances.gouv.fr
------------------------------------	--	----------------	--

7.5 Conditions changement de taxes

Seront mis à la charge du titulaire ou de l'établissement hospitalier bénéficiaire, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, les créations ou majorations et les diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché.

7.6 Conditions spécifiques s'agissant des co-traitants

En cas de groupement ou de co-assurance, les primes payées par l'établissement hospitalier entre les mains d'un courtier libèrent ledit de sa dette vis-à-vis de la société d'assurance. Les indemnités versées par la société d'assurance entre les mains du courtier ne libèrent la dette de la société d'assurance qu'une fois les fonds encaissés par l'établissement hospitalier.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliqueront selon l'article 12.1 du CCAG / FCS.

8. AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE

8.1 Avance

Il est formellement convenu que le paiement d'avance des primes d'assurance prévu à l'article L. 113-3 du Code des assurances ne constitue pas une avance au sens des articles R2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

8.2 Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de la constitution de garantie.

9. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG / FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

9.2 Pénalités pour non-respect de l'obligation de réaliser une réunion de lancement

Si le titulaire s'y est engagé dans sa convention de gestion, il est tenu de réaliser au cours des 2 premiers mois de la prise d'effet du marché, une réunion de lancement afin de présenter le contrat et les services associés.

S'agissant du lot 12, cette réunion sera groupée pour les 8 établissements du GHT, le CHU de Caen arrêtera la date.

Le titulaire devra donc proposer plusieurs dates. Le représentant de l'établissement hospitalier devra transmettre sa réponse le plus rapidement possible et en tout cas au moins dix (10) jours avant la date de la réunion qu'il aura retenue.

À défaut de proposition de dates dans le 1^{er} mois de 2026 ou à défaut de présence au cours de la réunion que la personne publique aura choisie, le titulaire encourt, une pénalité de **1 000 euros**.

9.3 Pénalités pour non-respect de l'obligation de rencontre annuelle

Si le titulaire s'est engagé dans sa convention de gestion à réaliser un rendez-vous annuel afin de présenter les résultats du contrat et des services associés, à défaut de réaliser cette rencontre annuelle, il encourt une pénalité de **1 000 euros**.

Le titulaire devra donc proposer plusieurs dates dans les 1^{er} trimestre civil de l'année n+1. Le représentant de l'établissement hospitalier devra transmettre sa réponse le plus rapidement possible et en tout cas au moins dix (10) jours avant la date de la réunion qu'il aura retenue.

À défaut d'organisation de la rencontre annuelle ou à défaut de présence au cours de la réunion que la personne publique aura choisie, le titulaire se verra appliqué la pénalité de **1 000 euros**.

9.4 Pénalités pour non-respect des engagements prévus au marché

Par dérogation à l'article 14 du CCAG / FCS,

- une pénalité forfaitaire de **50 euros** par jour calendaire de retard à compter de la date de transmission prévue à la convention de gestion et/ou acceptée par chacune des parties et par prestation défaillante sera appliquée.

A titre d'exemple :

- ✓ Non remise de la sinistralité
 - ✓ Non remise de l'accusé de réception dans le cadre d'un envoi d'une déclaration de sinistre.
 - ✓ Non désignation d'un expert.
 - ✓ Non-respect du délai de paiement d'un sinistre.
- une pénalité forfaitaire de **500 euros** par dossier en cas d'absence de Recours contre Tiers si le titulaire s'y est engagé.
 - une pénalité forfaitaire de **150 euros** par jour calendaire cas de défaillance de la plateforme de dématérialisation.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG / FCS, les pénalités ne sont pas limitées et sont dues quel que soit leur montant. Leur montant est notifié pour information au titulaire avant transmission au Trésorier Principal. Il peut être prélevé sur le montant du paiement suivant effectué au profit du titulaire dans le cadre du marché.

10. DISPOSITIONS DIVERSES

12.1 Evolution réglementaire

Le contrat est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le CHU de CAEN pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

12.2 Modification du marché

La liste des cas de modifications du marché en cours d'exécution est indiquée L2194-1 du Code de la commande publique.

Pendant l'exécution du contrat, la Personne Publique peut prescrire au titulaire des modifications non substantielles de caractère technique ou accepter les modifications proposées par l'assureur.

Ces modifications feront l'objet d'un devis détaillé du titulaire et donneront lieu à la signature d'un avenant.

Ces modifications ne font pas obstacle à l'application de l'article L.113-4 du Code des assurances (article d'ordre public) relatif à l'aggravation des risques.

Par ailleurs, en cas d'évolution de la sinistralité pendant la période d'exécution du contrat, les parties contractantes auront la possibilité de modifier les prestations objets du marché sans limitation.

La mise en œuvre de la présente clause de réexamen fera l'objet d'un avenant qui précisera les conditions d'exécution et les éventuellement modifications financières.

S'agissant du lot 10, au regard de l'opération de reconstruction du CHU actuellement en cours, dont le déménagement des services est prévu pour 2026, les parties contractantes auront, afin d'intégrer les éventuelles modifications induites par l'ouverture des nouveaux bâtiments, la possibilité de modifier les prestations objets du marché sans limitation.

Enfin, la cession complète du marché est possible sous réserve de l'accord exprès du pouvoir adjudicateur.

11. RÉSILIATION

11.1 Cas de résiliation

Les stipulations du CCAG / FCS relatives à la résiliation sont applicables, y compris la possibilité pour le CHU de CAEN de faire procéder, par un tiers, à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire en cas de résiliation prononcée à ses torts.

Par ailleurs, en dérogation à l'article 41.2 du CCAG / FCS, le marché pourra être résilié **sans mise en demeure préalable**, en cas de non-transmission des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail ou en cas d'inexactitude des documents ou renseignements transmis ou lorsque le titulaire déclare indépendamment des cas prévus par l'article 40 du CCAG / FCS, ne pouvoir exécuter ses engagements.

Les dépenses supplémentaires résultant de la passation d'un autre contrat, consécutivement à la résiliation du présent marché, donnent lieu à prélèvement sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises aux établissements parties.

En outre, le contrat peut être résilié :

- **Par le CHU de Caen :**
 - En cas de disparition de circonstances aggravantes mentionnées dans le contrat et si l'Assureur refuse de réduire la cotisation en conséquence dans un délai de 10 jours à compter de la réclamation faite par l'établissement hospitalier bénéficiaire, par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant sa notification à l'Assureur.
 - En cas de circonstances nouvelles entraînant une diminution du risque garanti si l'assureur refuse de réduire la cotisation en conséquence (article L. 113-4 du Code des assurances).
- **Par l'Assureur :**
 - En cas de non-paiement des cotisations (article L.113.3 du Code des assurances).
 - En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque, la résiliation étant acquise à l'expiration d'un délai de 10 jours suivant sa notification par l'Assureur au Souscripteur, par lettre recommandée avec accusé de réception.
- **De plein droit :**
 - En cas de retrait total de l'agrément de l'Assureur.

Dans le cas d'une résiliation au cours d'une période d'assurance la portion de cotisation pour la période restante est remboursée à l'établissement hospitalier bénéficiaire si elle a été payée d'avance. Toutefois, cette portion de cotisation est conservée par l'Assureur si le contrat a été résilié pour non-paiement de cotisation.

La résiliation ou le non-renouvellement du contrat est sans effet sur le versement des prestations immédiates ou différées, acquises ou nées durant son exécution.

Clause de non résiliation pour sinistre

Il est formellement convenu que l'assureur renonce à sa faculté de résiliation après sinistre telle que prévue à l'article R 113.10 du Code des assurances.

11.2 Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée aux torts du titulaire, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués à l'article 39 (événements extérieurs) du CCAG / FCS, n'ouvrent **pas droit à indemnité**.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG / FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas droit à indemnité.

Le décompte de résiliation est arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire dans les conditions fixées à l'article 43 du CCAG / FCS, au plus tard dans le délai de deux (2) mois après la date d'effet de la résiliation.

A défaut d'accord, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de la résiliation, le CHU de CAEN, verse au titulaire résilié, le montant tel que calculé au décompte de résiliation.

Aucune indemnité n'est due lorsque la résiliation est suivie par l'attribution, d'un nouveau marché ayant le même objet au titulaire.

12. RECOURS AU MARCHE SIMILAIRE

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le CHU de CAEN pourra recourir à la passation d'un marché, sans publicité ni mise en concurrence préalables, avec le titulaire pour la dévolution de prestations similaires à celles objets du présent contrat.

13. RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige résultant de l'exécution du marché, le droit français est seul applicable et le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de CAEN.

14. IMPREVISION ET CIRCONSTANCES IMPREVUES

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, économique ou climatique, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

14.1 Modification des conditions d'exécution

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, des circonstances imprévues peuvent justifier la modification du périmètre des prestations ou l'adaptation des conditions d'exécution du marché.

La modification, actée par voie d'avenant, peut notamment prendre la forme :

- d'une prolongation de la durée si le marché arrive à échéance pendant l'évènement imprévisible et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables, exposant alors l'établissement à une rupture dans la continuité de service ;

Pour chaque lot, le montant de la modification ne pourra être supérieur à 50% du montant initial.

14.2 Indemnisation au titre de l'imprévision pouvant prendre la forme d'une modification temporaire de prix

Pour chaque lot, le titulaire pourra formuler une demande d'indemnisation prenant la forme d'une modification temporaire des prix dès lors que cette modification est nécessaire à la poursuite du contrat dans les conditions de l'offre initiale.

L'acceptation de cette modification par le CHU de Caen sera subordonnée à la production par le titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation, prenant la forme d'une modification temporaire des prix, ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Le CHU de Caen analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

L'indemnisation prendra la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié, et en tout état de cause sans que la période de modification des prix ne puisse excéder 3 mois.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé.
- Le titulaire ne peut refuser d'assurer l'établissement au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

15. VERIFICATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIE

Le titulaire produira tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des pièces énumérées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail. A défaut, il sera fait application de l'article 11 du présent CCAP.

16. DÉROGATIONS AU CCAG / FCS

Il est convenu que toutes les dispositions du CCTP et celles prévues dans la partie législative d'ordre public du Code des assurances dérogent pour tout ce qu'elles ont de contraire au CCAG / FCS.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG / FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG.

Les dispositions du CCAG relatif aux marchés publics de fournitures et services sont applicables au présent contrat :

- dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires avec le présent CCAP
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

* *

*